



PRÉFET DE LA MOSELLE

Préfecture
Direction des Libertés Publiques

ARRÊTÉ

n° 2016-DLP/BUPE- 26 du

28 JAN. 2016

**imposant des prescriptions complémentaires à la société EDF dans le cadre du suivi
« post-exploitation » du centre de production thermique situé sur le territoire de la
commune de LA MAXE**

LE PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le code de l'environnement ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté DCTAJ n° 2016 – A - 01 du 1^{er} janvier 2016 portant délégation de signature en faveur de M. Alain CARTON, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral N°161/2 du 24 mai 1971 autorisant l'Electricité de France à installer et exploiter une centrale de production d'électricité sur le territoire des communes de LA MAXE, WOIPPY, ARGANCY et MALROY ;

VU l'arrêté préfectoral n°2005-AG/2-425 du 7 novembre 2005 modifié ;

VU l'arrêté préfectoral N°2008-DEDD/IC-43 en date du 14 février 2008 modifiant certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2005 imposant à E.D.F. des prescriptions complémentaires pour l'exploitation de sa centrale thermique de La Maxe et renouvelant l'autorisation de détenir des sources scellées radioactives ;

VU le courrier de l'exploitant en date du 21 septembre 2015 transmettant, en application des dispositions des articles R512-39-1 et R512-39-2 du code de l'environnement, le mémoire de cessation partielle d'activité concernant la centrale de production thermique de La Maxe ;

VU le rapport de l'Inspection des installations classées du 4 décembre 2015 ;

VU l'avis en date du 17 décembre 2015 du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) ;

VU les observations de l'exploitant en date du 21 décembre 2015 ;

Considérant que l'exploitant a décidé l'arrêt définitif du centre de production thermique de La Maxe à compter du 31 décembre 2015 ;

Considérant que la surveillance des rejets des eaux de surface doit être adaptée lors de la phase post-exploitation ;

Considérant que la surveillance des eaux souterraines doit être adaptée lors de la phase post-exploitation ;

Considérant que l'article R.512-31 du code de l'environnement prévoit que des arrêtés complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'Inspection des installations classées et après avis du CODERST et fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts visés par l'article L.511-1 du code de l'environnement rend nécessaires ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRÊTE

Article 1er - Dispositions relatives à la surveillance des rejets

L'article IV-6 de l'arrêté préfectoral n°2005-AG/2-425 du 7 novembre 2005 susvisé est modifié comme suit :

« Article IV-6 - Surveillance des rejets

L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures concernant les polluants cités ci-dessous par un organisme choisi en accord avec l'Inspection des Installations Classées.

- Température
- pH
- DCO
- MEST
- Hydrocarbures totaux
- Phosphore
- Sulfates
- Azote
- AOX
- Cuivre et ses composés
- Chrome et ses composés
- Plomb et ses composés
- Nickel et ses composés
- Mercure et ses composés
- Cadmium et ses composés
- Etain et ses composés
- Manganèse
- Arsenic et ses composés
- Cadmium et ses composés.

Les résultats des analyses sont transmis à l'Inspection des Installations Classées dans un délai d'un mois à compter de la date de la mesure.

La détermination du débit rejeté se fait par mesures ou par estimation.

Si les mesures prévues ci-dessus mettent en évidence que le flux moyen journalier dépasse en valeur ajoutée, l'une des valeurs citées ci-dessous, l'exploitant réalise ou fait réaliser des prélèvements en aval de son rejet en s'assurant qu'il y a un bon mélange de son effluent avec les eaux du cours d'eau et fait des mesures des différents polluants rejetés en quantité notable par son installation à une fréquence au moins mensuelle :

- 5 t/j de DCO
- 20 kg/j d'hydrocarbures
- 10 kg/j de chrome, cuivre, étain, manganèse, nickel, plomb et leurs composés (exprimés en Cr + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb)
- 0,1 kg/j d'arsenic, de cadmium, de mercure et leurs composés (exprimés en Cd + As + Hg).

L'emplacement du point de mesure est défini en accord avec l'Inspection des Installations Classées. ».

Article 2 – Prévention de la pollution des eaux de l'apportement fluvial

Les dispositions de l'article IX-4-2 de l'arrêté préfectoral n°2005-AG/2-425 du 7 novembre 2005 modifié sont supprimées.

Article 3 - Dispositions relatives à la surveillance des eaux souterraines

L'article IV-7 de l'arrêté préfectoral n°2005-AG/2-425 du 7 novembre 2005 susvisé est modifié comme suit :

« Article IV-7 Eaux souterraines

Le site est muni de puits ou piézomètres permettant d'estimer l'impact des installations sur la qualité des eaux souterraines.

La fréquence des prélèvements et les paramètres à analyser sont précisés ci-dessous :

Surveillance post-exploitation		
Piézomètre 106	Semestriellement	pH, conductivité, As, HCT, SO42-
Piézomètres 107, 108, 423 et 424	Semestriellement	pH, conductivité, As, HCT, SO42
Surveillance au niveau du parc à cendres volantes de WOIPPY		
Piézomètres 409, 411, 413, 415, 416, 417, 418 et 430	Trimestriellement	B, As, Se, SO42-, Mo, Cl-, titre hydrotimétrique
Collecteur Principal de Saint Eloy	Semestriellement	Sr, Na, K
Puits 62 et 72, ballastières S1 à S9	Annuellement	SO42-, Cl-, titre hydrotimétrique

Le niveau piézométrique est systématiquement relevé sur tous les piézomètres.

L'exploitant transmet dans un délai d'un mois à l'issue du semestre de référence, les résultats des analyses à l'Inspection des Installations Classées, accompagnés des commentaires sur l'évolution de la qualité des eaux souterraines au droit du site.

Lorsqu'une dérive de la qualité des eaux souterraines est observée, l'exploitant en informe immédiatement l'Inspection des Installations Classées.

Lorsque les résultats sur le collecteur principal de la station de pompage de Saint-Eloy font apparaître que les eaux souterraines ne respectent plus les exigences définies par l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine, l'Agence Régionale de santé est informée.

La surveillance du comportement chimique de la nappe alluviale est transmise à un organisme spécialisé qui réalise un bilan annuel de la qualité des eaux souterraines au droit du site. La piézométrie de la nappe est déterminée dans le bilan.

Le bilan est transmis à l'Inspection des Installations Classées dans le trimestre qui suit l'année de référence. ».

Article 4 – Mise en œuvre

Les dispositions des articles 1 et 2 du présent arrêté sont valables à compter du 1^{er} janvier 2016.

Article 5 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 7 du livre I du Code de l'Environnement.

Article 6 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 7 : Délais et voies de recours :

Le présent arrêté peut être déférée auprès de la juridiction administrative :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Article 8 : Information des tiers :

- 1) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de La Maxe et pourra y être consultée par toute personne intéressée ;

2) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de La Maxe.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

3) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département (le Républicain Lorrain – les Affiches d'Alsace et de Lorraine) ainsi que sur le portail internet des services de l'Etat en Moselle : publications – publicité légale toutes enquêtes publiques – ICPE.

Article 9 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, le Maire de La Maxe, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société EDF.

Metz, le 28 JAN. 2016

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,



Alain CARTON